

Thèse sur le Programme Municipal du Bloc Ouvrier et Paysan

Caractère réel de la bataille municipale

Le Parti Communiste appelle tous les travailleurs de la ville et des champs à former le Bloc Ouvrier-Paysan, en vue des élections municipales du printemps prochain.

La lutte pour la conquête des municipalités ne peut être qu'un des aspects de la lutte que mène inlassablement le Parti pour le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir politique. Le Parti Communiste met loyalement les travailleurs en garde contre la naïve espérance de voir leur sort considérablement amélioré du fait qu'ils s'empareront de la municipalité de leur localité.

Pas plus que les parlements, les municipalités ne peuvent être des instruments de libération du prolétariat. Ils ne sont, entre les mains de la bourgeoisie, et au même titre que les appareils militaires et judiciaires, que des moyens d'assurer sa domination économique et sa dictature politique.

Dès qu'ils en auront la possibilité, les ouvriers et les paysans devront détruire, sans hésiter, ces instruments hypocrites de l'oppression bourgeoise pour leur substituer l'appareil de représentation directe de la masse productrice qu'est l'organisation soviétique, et qui peut seule assurer le pou-

voir des travailleurs. C'est dans l'usine, dans l'entreprise, aux champs, dans l'armée prolétarienne, dans leurs Soviets locaux, que les prolétaires éliront parmi eux, en choisissant les meilleurs et les plus dignes, les délégués, sans cesse responsables, sans cesse révoquables, qui, à tous les échelons de l'organisation soviétique, assureront le pouvoir exécutif et législatif et géreront les intérêts de la Cité.

Importance politique des prochaines élections

Cependant, la prochaine bataille électorale pour les municipalités empruntera à l'ensemble de la situation nationale et internationale, si menaçante pour l'intérêt des travailleurs de la ville et des campagnes, une importance politique considérable.

Le capitalisme, aux prises avec les difficultés insurmontables issues de la guerre et entretenues par le heurt des impérialismes, a provisoirement hissé au pouvoir les représentants de la bourgeoisie « démocratico-pacifiste », dans le dessein de masquer pour un temps l'acuité de la dictature capitaliste. Cette situation ne peut durer.

Sous la pression des difficultés économiques, conséquences du plan Dawes et des plans subséquents, et grâce à la propagande, chaque jour accrue du Parti Communiste, guide du prolétariat, les masses, désabusées, perdront leurs illusions démocratico-pacifistes et devront nécessairement passer à la lutte ouverte. A ce moment, le capitalisme, chassant ses valets démocrates et social-démocrates, devenus inutiles, exercera délibérément lui-même sa dictature.

De plus en plus il sera d'un intérêt vital pour la bourgeoisie de s'assurer la maîtrise la plus complète des diverses institutions qui constituent l'ensemble de l'appareil d'oppression du capital dominant.

En conséquence, la tâche immédiate du Bloc Ouvrier-Paysan doit être la conquête des municipalités pour leur transformation en autant de bases révolutionnaires, destinées à servir de point d'appui à la classe ouvrière dans sa lutte acharnée contre le capitalisme.

La bourgeoisie ne s'y trompe pas. Un réseau de municipalités communistes dressé sur toute la surface du pays, soumis à la discipline de fer d'un Parti véritablement bolcheviste, intimement lié aux masses par l'intermédiaire des cellules d'entreprises, soutenant d'une façon systématique la classe ouvrière dans toutes ses formes de lutte, grèves, etc., constituerait un danger des plus graves pour la domination, en même temps qu'il serait, aux mains du prolétariat, une arme efficace pour préparer sa libération.

C'est pourquoi la bourgeoisie se préoccupe dès maintenant de réaliser, contre le Bloc Ouvrier-Paysan, l'union de toutes les forces de conservation sociale, chefs socialistes compris.

La situation municipale présente

Dans la majorité des communes de France, la municipalité, quelle que soit son étiquette politique, est dirigée par un bourgeois : médecin, avocat, gros propriétaire terrien, gros commerçant, gros industriel, ou par un politicien d'idées jadis « avancées », et qui, tout en conservant son décor de socialisme, n'a plus d'autre objectif pratique, à la tête de la mairie, que de concilier la chèvre et le chou. Dans tous les cas, et surtout dans le dernier, la bourgeoisie, le capitalisme, la classe des riches y trouve son compte. Le pouvoir central, qu'il ait à sa tête un gouvernement de droite ou de gauche, exerce, par surcroît, à l'aide de ses préfets, et par application de l'autocratique et humiliante loi municipale de 1884, un contrôle tel sur la gestion des municipalités, que leur rôle administratif est à peu près dépourvu d'initiative.

Sous un prétexte de « bonne administration » dont la réputation leur en est faite, bien souvent, gratuitement et par de savants moyens de publicité artificielle, certains élus, socialistes conservateurs, sont, à leur poste de maire, d'adjoint ou de conseiller municipal, les meilleurs chiens de garde de la constitution bourgeoise et les serviteurs les plus obséquieux du pouvoir, dont ils attendent surtout des faveurs pour eux ou pour leurs créatures.

Ces petits-bourgeois, sous prétexte de neutralité politique, s'interdisent toute action virile en faveur du prolétariat, afin de ne pas s'attirer les foudres du pouvoir central ; mais, dès qu'un conflit met en opposition les intérêts patronaux et les intérêts immédiats de la population ouvrière et rurale, ils se souviennent qu'ils appar-

tiennent à la bourgeoisie et ils s'emploient de leur mieux à sacrifier les intérêts des consommateurs, des usagers, des travailleurs, aux exigences des hommes d'affaires qui élèvent leur fortune en mettant au pillage les budgets communaux.

Le contrôle des autres conseillers est, le plus souvent, illusoire ; ils ne connaissent généralement la vie municipale que par les informations tendancieuses et déformées ou par les rapports techniques plus ou moins truqués qu'il plaît au maire de leur soumettre. Seuls les élus municipaux du Bloc Ouvrier et Paysan sont outillés pour exercer un contrôle efficace des intérêts de la population ; seuls ils ont à leur disposition les multiples compétences que le Parti Communiste sait faire sortir de la foule des sympathisants ; seuls ils sont organisés pour étudier les questions municipales en collaboration avec les classes ouvrières et paysannes qui, de plus en plus, participent au travail parlementaire et municipal du Bloc Ouvrier et Paysan.

Les municipalités bourgeoises ne sont jamais neutres. Elles n'ont que le souci de défendre les intérêts de leur classe. *Les municipalités du Bloc Ouvrier-Paysan ne se soucieront, au contraire, que des intérêts de la population laborieuse.*

Le Parti communiste et l'action municipale

Dans les Conseils municipaux, comme au Parlement, comme dans les syndicats, dans les coopératives, à l'usine, aux champs, au bureau, le Parti Communiste veut agir pour défendre énergiquement la classe ouvrière et petite-paysanne, ainsi que la partie non fortunée des classes moyennes.

Mais, tandis que les chefs socialistes, entièrement soumis au pouvoir bourgeois, prétendent tirer de la seule « administration municipale » des avantages pour la population de la commune ou de la ville, le Parti Communiste entend appliquer là un programme autrement large et autrement efficace, au bénéfice de la classe ouvrière et petite-paysanne.

Entre les mains des travailleurs honnêtes, dirigés, conseillés, contrôlés et soutenus par l'organisation communiste, une municipalité doit devenir, malgré les restrictions de la loi, une base tout à fait sérieuse pour les luttes quotidiennes de la classe exploitée.

En dehors des droits restreints que lui laisse la loi bourgeoise, par le fait de sa volonté de défendre énergiquement et autrement que d'une manière conventionnelle les intérêts des travailleurs, une municipalité a surtout ceux qu'elle s'attribue.

Le Parti Communiste ne veut pas seulement faire jouer à plein toute l'organisation municipale en faveur de la lutte contre la vie chère, contre les taudis, contre les maladies sociales : tuberculose, cancer, syphilis et maladies infantiles qui déciment les classes déshéritées, contre l'écrasement des travailleurs et des classes moyennes par les impôts et les taxes de toutes sortes, contre la cession scandaleuse des services publics aux consortiums de la grande industrie et de la haute Banque, pour le développement du sport ouvrier et, d'une façon générale, contre tout ce qui s'oppose à l'intérêt du prolétariat et pour tout ce qui peut le servir. Il veut faire de chaque mairie un point d'appui révolutionnaire. Il veut utiliser le pouvoir de gestion, même très limité, de ses élus pour contribuer, non seulement à la défense mais à l'organisation de la masse. Il entend que les quelques prérogatives particulières dévolues

à une municipalité soient mises en permanence au service de la classe ouvrière et paysanne, sur laquelle le Conseil municipal du Bloc Ouvrier-Paysan s'appuiera exclusivement.

Une municipalité du Bloc Ouvrier-Paysan doit intervenir avec tous ses moyens pour soutenir telle ou telle partie de la classe ouvrière en grève ou en bataille, sous une forme quelconque, pour l'amélioration de sa condition de vie, ou pour l'obtention d'une revendication d'ordre municipal ou autre.

Elle prendra des délibérations en faveur de la classe laborieuse sans s'inquiéter du veto préfectoral. Elle n'hésitera pas à entrer en conflit avec le pouvoir central et à dresser au besoin contre lui la ligue des municipalités ouvrières et paysannes.

Elle amènera ainsi les travailleurs qui ont conservé leurs illusions réformistes à constater eux-mêmes que, chaque fois qu'on tente d'user de la démocratie bourgeoise pour défendre leurs intérêts, le pouvoir politique s'y oppose brutalement.

Une municipalité du Bloc Ouvrier-Paysan se préoccupera de favoriser l'organisation armée des travailleurs et des paysans contre les bandes fascistes qui viendraient à menacer par la violence les organisations économiques et politiques du prolétariat et, finalement, dans les conjonctures révolutionnaires, contre les forces groupées du capitalisme.

L'appareil municipal de la bourgeoisie est, à tous les points de vue, un appareil grossier. Le système électoral qui le fait mouvoir est lui-même illogique et boiteux. *Il est anormal que des gens qui ne travaillent pas et vivent de leur fortune, en parasites sociaux, expriment leur suffrage quand des millions de femmes et de jeunes filles, ouvrières, paysannes, ménagères, artisanes, fonctionnaires, etc., sont privées de ce droit élémentaire.*

A cet instrument archaïque de domination bourgeoise, le Bloc Ouvrier-Paysan revendique, de la façon la plus ouverte et la plus ferme, la substitution de soviets locaux, servant de base à la représentation directe de toute la population travailleuse dans le Soviet central du gouvernement et s'appuyant, comme en Russie, sur une armée dont les cadres seront composés en majorité de travailleurs et qui sera, dans tous les cas, entièrement soumise aux directives du prolétariat.

Les mots d'ordre politique du Bloc Ouvrier-Paysan

Le Bloc Ouvrier-Paysan dénonce la duplicité de la bourgeoisie et de ses agents de différentes nuances, qui prétendent qu'une élection municipale est d'ordre essentiellement administratif et que la politique ne doit y être mêlée que très prudemment.

La politique, au contraire, joue un rôle capital dans toute la vie sociale moderne. Du haut en bas de l'organisation sociale, elle représente la science, les méthodes et l'ensemble des moyens de contrainte, de confusion ou de corruption, par lesquels une poignée de capitalistes maintiennent en état de servage l'immense masse des travailleurs de la ville et de la campagne. L'action politique en vue de la conquête du pouvoir et de l'instauration de la dictature du prolétariat doit être poursuivie avec la plus grande activité par

la classe ouvrière et paysanne. Ceux qui prétendent en isoler la classe ouvrière, sous prétexte des déceptions enfantées par le parlementarisme bourgeois, sont des naïfs ou des traitres. En ne laissant à la disposition des exploités que l'action sur le prétendu terrain économique, ils le désarmeraient presque entièrement, en face d'un capitalisme habile à tirer de la politique et d'une armée puissamment outillée au service de celle-ci, les moyens de gouvernement les plus redoutables.

Les revendications municipales des différents partis ou groupements politiques n'auront un sens réel que si elles sont précédées franchement de l'expression de la pensée de ces partis ou groupements sur les points maîtres de la situation politique à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Le Bloc Ouvrier-Paysan pense que cette période électorale doit être, pour tous les salariés et les paysans de France, une nouvelle occasion de protester avec la plus grande fermeté contre la dictature bourgeoise, d'exprimer hautement leur sentiment révolutionnaire, de proclamer la faillite de plus en plus évidente du Bloc Socialo-Bourgeois et de se rallier autour des mots d'ordre du Parti Communiste, dont voici les principaux :

— Lutte commune avec le prolétariat allemand contre les plans Dawes et Hurley-Mellon, visant à faire payer les frais de la guerre aux travailleurs de France et d'Allemagne, en augmentant, sans rétribution, le temps de travail, en leur supprimant le droit de grève et en hypothéquant les sources de recettes publiques les plus productives.

— Avec les ouvriers et les paysans russes pour la reconnaissance immédiate et sans condition de la Russie des Soviets.

— Avec la Chine ouvrière et paysanne, contre les appétits de l'impérialisme français, américain, anglais et japonais.

— Avec le peuple marocain, contre l'oppression du capitalisme espagnol et français.

— Pour l'amnistie intégrale.

— Pour la reconstitution immédiate de l'unité syndicale.

— Contre la vie chère, par les moyens suivants :

1° Achat par l'Etat de toutes les récoltes de blé à un prix établi, d'après les conditions de la récolte annuelle, par les organisations de la classe ouvrière et de petits cultivateurs ; livraison de la viande de boucherie aux coopératives et ouverture de magasins municipaux, qui vendront au prix de revient

2° Nationalisation immédiate des mines de potasse et livraison des engrais aux cultivateurs au prix de revient ;

3° Impôt spécial sur la grande industrie, le haut commerce et les grandes banques, pour la livraison aux petits et moyens cultivateurs de machines agricoles et d'engrais chimiques ;

4° Emprunt obligatoire progressif, allant de 25 à 80 %, à partir d'un million, sur la fortune mobilière, et dont l'utilisation servira au remboursement des petits porteurs de la dette publique, à l'équilibre du budget, au paiement de l'indemnité des 1.800 francs aux fonctionnaires, à la construction de logements destinés aux masses laborieuses ;

5° Suppression de tous impôts indirects, décharge de tous les autres impôts, y compris l'im-

pôt sur le chiffre d'affaires, au-dessous de 12.000 francs de revenus et 200.000 francs de fortune ; et riches paysans, dont le produit servira à l'amélioration et à l'intensification de la production chez les petits cultivateurs.

En se prononçant sur ces mots d'ordre généraux, les travailleurs diront hautement qu'ils ont été trompés une fois de plus par les social-démocrates, ils enregistreront la faillite et l'impuissance du Bloc des Gauches, ils affirmeront que le Parti Communiste était le seul clairvoyant en dénonçant par avance cette trahison, et que seul le Bloc Ouvrier-Paysan est capable de prendre en mains la défense des intérêts immédiats du prolétariat citadin et rural.

La plate-forme municipale du Bloc Ouvrier-Paysan

Entre toutes les solutions pratiques et détaillées intéressant l'hygiène et le confort des cités et des personnes, le soin de la maternité et de l'enfance, l'enseignement et la culture des enfants et des adultes, etc., le Bloc Ouvrier-Paysan incite la masse à se grouper autour des principales revendications suivantes :

— La liberté politique et administrative des communes ; maîtrise de leur budget, recettes et dépenses ; maîtrise de leur police ; liberté d'intervention économique et, par conséquent, capacité commerciale et industrielle.

— Impôts et taxes directs à la charge de la bourgeoisie par le double système de l'exemption à la base et de la progressivité ; suppression totale des octrois ; taxes sur les plus-values immobilières foncières, commerciales et industrielles, au seul profit des budgets locaux.

— Taxation des loyers et fermages ; déclaration obligatoire des locaux vacants et locations par un Office obligatoire ; destruction des immeubles malsains ; assainissements et travaux de viabilité dans les lotissements insalubres ; réalisation d'un programme suffisant de construction d'immeubles à loyer à bon marché et moyens, financés par la taxe sur les plus-values.

— Intervention contre la vie chère. (Voir les mots d'ordre politique du Bloc Ouvrier-Paysan.)

— Annulation des conventions scélérates livrant les services publics productifs et l'ensemble du domaine industriel des villes — eau, gaz, électricité, transports, traitement des résidus urbains, etc. — aux requins financiers ; gestion directe des services publics par les communes ou les syndicats de commune, avec le concours des consommateurs ou des usagers et du personnel ouvrier et technique.

— Droit de vote pour tous les travailleurs, hommes et femmes, à partir de 18 ans.

— Gratuité des consultations et des soins médicaux, chirurgicaux ou de maternité dans les hôpitaux, pour les travailleurs salariés et les éléments non fortunés des classes moyennes

Pour Paris :

1^o Election des conseillers municipaux par arrondissement, au scrutin de liste, et en nombre proportionnel à celui de la population, sans que les effectifs de l'assemblée puissent être supérieur à 80 ; le Conseil municipal de Paris assurera la gestion des affaires d'intérêt général et notamment des grands services publics ;

2^o Election au scrutin de liste, avec représentation proportionnelle, d'un conseil local par arrondissement, maître de la mairie, élisant maire et adjoint et gérant administrativement et financièrement l'arrondissement, dans la limite des intérêts locaux.

A côté de cette plate-forme d'agitation, le programme municipal du Bloc Ouvrier-Paysan comporte une multitude de mots d'ordre qui font l'objet d'un programme plus détaillé où la plupart des intérêts immédiats de la classe ouvrière et paysanne sont envisagés du point de vue de leur défense vigoureuse par l'action municipale des élus communistes.

Du programme aux actes

Les chefs socialistes, complètement enlisés dans le marais gouvernemental et collaborant ouvertement avec la bourgeoisie, ne servent plus, de leur ancien programme de classe, que le texte. Sans doute ont-ils encore l'intention de fabriquer avec le concours de leurs amis radicaux, et pour un usage commun, un programme municipal destiné à tromper la masse et qu'ils ne respecteront pas plus qu'ils n'ont respecté leur programme des élections législatives dernières.

Le Parti Communiste les obligera à se démasquer avant les élections municipales en appelant la Chambre du Bloc des Gauches à se prononcer tout de suite sur les points essentiels du programme du Bloc Ouvrier-Paysan.

Depuis un demi-siècle, ils ont formulé un nombre considérable de réformes dans le domaine municipal, qui n'ont jamais été appliquées, par leurs nombreuses municipalités. Aujourd'hui, qu'ils sont au pouvoir, nous les mettons au défi de se séparer du gouvernement en votant avec nous les articles de leur propre programme.

Les prolétaires et les paysans travailleurs verront, une fois de plus, que, seul, le Parti Communiste est sincèrement et entièrement avec eux et qu'il leur en donne les trois garanties indispensables : sa discipline nationale et internationale, son passé tout rempli de luttes énergiques contre le capitalisme et le contrôle sévère de ses élus.

Les listes du Bloc Ouvrier-Paysan seront composées de travailleurs membres du Parti et sympathisants. L'entrée dans nos listes des honnêtes ouvriers et paysans sans parti, délégués des organisations ouvrières, de groupements politiques, se réclament nettement du principe révolutionnaire de la lutte des classes ou dissidents écœurés des partis réformistes, et acceptant publiquement et loyalement le programme politique et pratique du Parti, donnera au Bloc Ouvrier-Paysan sa véritable figure de représentant des plus larges masses ouvrières et paysannes.

Contre toutes les combinaisons électorales de la bourgeoisie de droite et de gauche, contre la mainmise du capitalisme et de ses agents sur les municipalités, contre tous les serviteurs passifs du pouvoir gouvernemental, contre la spéculation et l'agio, contre la mise à l'encan du domaine public, pour aider au groupement de la masse sur le plan de l'action révolutionnaire :

Vive le Bloc Ouvrier-Paysan !

Vive l'Internationale Communiste !

**Le Comité Directeur
du Parti Communiste Français.**